



République Islamique de Mauritanie
Honneur – Fraternité – Justice
Ministère des Finances

Projet de Loi de Finances de l'année 2021
Rapport économique et financier

Octobre 2020

"La bonne gouvernance est une condition nécessaire de l'exécution des projets économiques de façon à garantir la réalisation des objectifs qui leur sont fixés. Pour cela nous avons instruit le gouvernement à travers notre lettre de mission au Premier ministre en insistant sur la souveraineté absolue de la loi, la transparence dans la gestion des ressources publiques et la rigueur dans le traitement de toutes les formes de malversations administratives ou financières."

Discours du Président de la République Monsieur

Mohamed Ould Cheikh Ghazouani

02/09/2020

Table des matières

Abréviations	4
Introduction	5
Première partie: La situation économique internationale	7
1.1. Croissance économique mondiale.....	7
Pays avancés	9
Pays émergents et en développement	10
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	10
Afrique subsaharienne.....	11
1.2. Commerce international	12
1.3. Investissements directs étrangers	14
Deuxième partie : Situation économique nationale	15
1.1 Produit intérieur brut.....	15
2.2 Secteur extérieur	17
2.3 Situation monétaire et prix	20
Situation monétaire	20
Prix	22
2.4 Dette publique	22
Troisième partie: Finances publiques	24
3.1. Ressources budgétaires.....	24
Recettes fiscales	24
Recettes non fiscales	25
Dons.....	26
3.2. Dépenses budgétaires.....	26
Dépenses courantes	27
Equipements et prêts nets	29
Quatrième partie: Perspectives économiques et financières pour 2021	30
4.1. Objectifs macroéconomiques et financiers 2021	30
2.4. Evolution des grandes masses du projet de budget 2021	31
Ressources budgétaires :.....	31
Dépenses budgétaires	31
Solde budgétaire.....	34
Annexes	35
Annexe 1: Indicateurs macroéconomiques	35
Annexe 2 : Equilibre budgétaire	36
Annexes 3 : Dépenses budgétaires	37
Annexes 4 : Ressources budgétaires	38

Abréviations

BAD :	Banque africaine du développement
BCI :	Budget consolidé d'investissement
BCM :	Banque centrale de Mauritanie
BIC :	Bénéfice industriel et commercial
BID :	Banque islamique de développement
BM :	Banque mondiale
BNC :	Bénéfice non commercial
CSLP :	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CUT :	Compte unique du trésor
DFI :	Droit fiscal à l'importation
FADES :	Fonds arabe pour le Développement économique et social
IDA :	International association development
IDE :	Investissements directs étrangers
IHPC :	Indice harmonisé des prix à la consommation
IMF :	Impôt minimum forfaitaire
IRCM :	Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers
ITS :	Impôt sur les traitements et salaires
LFR :	Loi de finances rectificative
LOLF :	Loi Organique relative aux lois de Finances
MCM :	Mauritanian cooper mining
MOANAP :	Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan
ODD :	Objectifs de développement durable
PAP :	Plan d'actions prioritaires
PIB :	Produit intérieur brut
PIP :	Programme d'investissements publics
PLF :	Projet de loi de finances
PTF :	Partenaires techniques et financiers
REF :	Rapport économique et financier
RIM :	République islamique de Mauritanie
RSI :	Régime simplifié d'imposition
SCAPP :	Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée
SNIM :	Société nationale industrielle et minière
TCA :	Taxe sur le chiffre d'affaires
TIC :	Technologie de l'information et de la communication
TOF :	Taxe sur les opérations financières
TOFE :	Tableau des opérations financières de l'Etat
TVA :	Taxe sur la valeur ajoutée
UE :	Union européenne

Introduction

L'économie mondiale traverse aujourd'hui une véritable épreuve en raison de la pandémie de Covid-19 et de ses multiples répercussions humaines, économiques et financières.

Cette situation est exacerbée par l'émergence d'une nouvelle vague de la pandémie, l'augmentation de la prévalence et de la létalité qui ont jusqu'à présent dépassé respectivement 47,3 millions et 1,21 million de personnes, la perturbation du processus de production dans de nombreuses économies, l'augmentation de la pauvreté et le retour de la crise de la dette.

Malgré cet état de confusion, de nombreux signes apparaissent pour indiquer les conduites à tenir pour sortir du tunnel de la crise et revenir à une vie économique normale. Le FMI, à titre d'exemple, prévoit une amélioration de la conjoncture internationale malgré la persistance des risques, et table sur une reprise générale de 5,2% en 2021.

Dans ce cadre, notre pays, qui a été fortement touché par la pandémie et ses répercussions économiques et sociales, est prêt à amorcer cette reprise, car il a réussi à contenir la crise, à mettre en œuvre des politiques sociales efficaces et à réviser le modèle de développement existant. Le climat politique sain et favorable dont il jouit est un levier clé pour réaliser cette évolution prometteuse.

Dans ce contexte international et national particulier, la préparation du projet de loi de finances pour 2021 vient approfondir les réformes engagées d'une part, et jeter les bases d'un développement durable basée sur la diversification du tissu économique national, la modernisation des infrastructures économiques et sociales, l'investissement dans la santé et l'éducation, et la réalisation de la justice et de l'équité.

Ce projet repose sur un ensemble d'hypothèses dont les plus importantes sont: (a) atteindre une croissance économique de 2%, (b) maîtriser le taux d'inflation au niveau de 4,5%, (c) atteindre un déficit budgétaire de 2% (d) préserver les réserves de change actuelles couvrant cinq mois d'importations.

Il a également été marqué par l'adoption d'une nouvelle approche basée sur le lien entre les crédits budgétaires et les choix publics affichés dans le programme «Mes engagements», le programme ProPEP et les politiques sectorielles.

Ce rapport s'articule autour de quatre parties. La première partie présente la situation économique internationale en termes de croissance économique, de commerce international et d'investissements directs étrangers. La deuxième passe en revue la situation économique nationale en termes de croissance et de structure du PIB, du solde extérieur, de la situation monétaire, de l'inflation et de la dette publique. Quant à la troisième partie, elle se concentre sur l'évolution des finances publiques en termes d'évolution des recettes et des dépenses, du solde budgétaire et de son financement. La quatrième et dernière partie présente les traits saillants du projet de budget 2021.

Première partie: La situation économique internationale

" Aujourd'hui, nous vivons un nouveau « moment » Bretton Woods. Une pandémie qui a déjà fait plus d'un million de morts. Un désastre économique qui réduira la taille de l'économie mondiale de 4,4 % cette année et devrait amputer la production de 11 000 milliards de dollars d'ici à l'an prochain. Et un immense désespoir humain face à des bouleversements gigantesques et à l'augmentation de la pauvreté, pour la première fois depuis des décennies.. "

Kristalina Georgieva, Directrice Générale du FMI

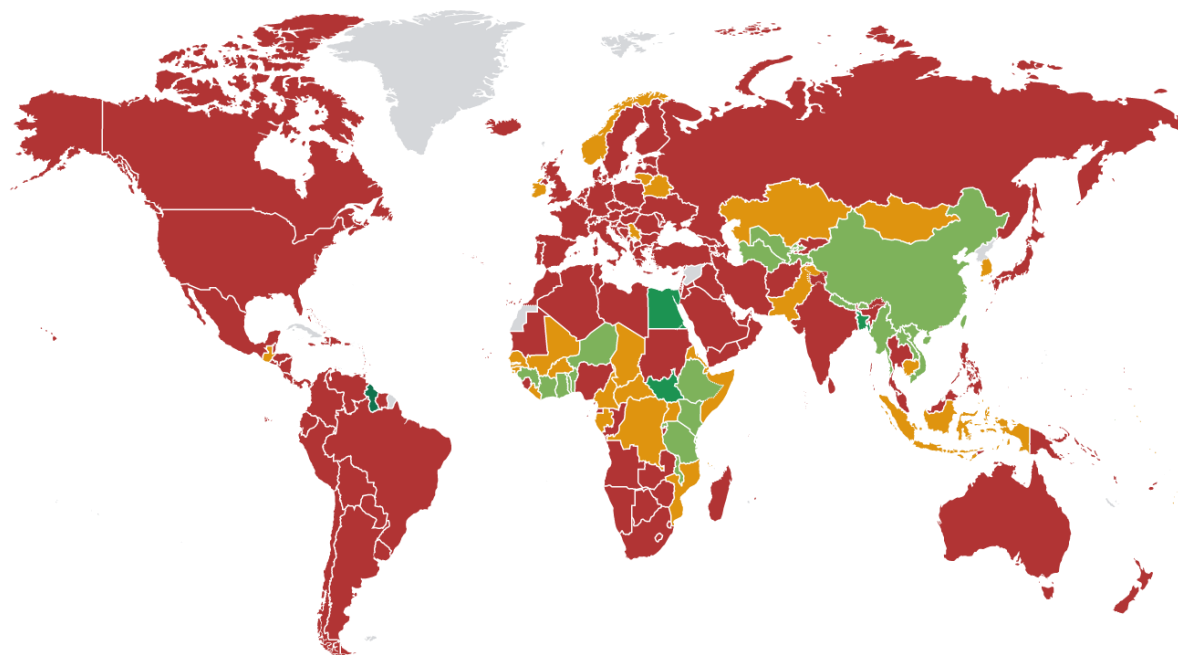
15/10/2020

1.1. Croissance économique mondiale

L'économie mondiale, dans ses différentes régions, États, secteurs et acteurs, a été affectée par les effets négatifs de la pandémie de Covid-19. Cela se traduit par la contraction de l'activité économique enregistrée au niveau de la plupart des pays du monde.

La carte ci-contre indique l'étalement du rouge, qui symbolise un taux de contraction supérieur à 3%. Cependant, le niveau de cet effet varie d'un pays à l'autre, en fonction des fondamentaux de son économie, du niveau de son système de santé, de l'ampleur de sa dépendance aux activités liées aux déplacements et aux transports comme le tourisme et le commerce, en plus de son niveau d'endettement.

● 6% or more ● 3% - 6% ● 0 - 3% ● -3% - 0 ● less than -3% ● no data



Source : https://www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD

Figure 1: Une carte montrant les effets du COVID-19 sur la croissance économique mondiale

Au niveau de l'évolution de l'activité économique, les prévisions du FMI "Perspectives de l'économie mondiale" du mois d'octobre 2020 indiquent une contraction de la croissance mondiale à un taux de 4,4% en 2020.

Il s'agit d'une contraction moins sévère que la prévision révisée de juin dernier, en raison de l'amélioration des performances des économies avancées. Cette amélioration se poursuivra en 2021, portant la croissance mondiale à 5,2%.



Fig. 2 : Croissance économique mondiale 2019-2021

Pays avancés

Les pays avancés sont les plus touchés, du moins à court terme, car ils ont enregistré le plus grand nombre de cas et de décès, et la contraction a atteint -5,8% en moyenne, variant entre -9,8% en Grande-Bretagne et -8,3% dans la zone euro (-12,8% en Espagne, -10,6% en Italie et -9,8% en France), en plus d'une contraction de -3,8% dans le reste des pays développés.

Tableau 1 : Evolution de la croissance économique dans certains pays développés

	2018	2019	2020	2021
USA	2.9	2.2	-4.3	3.1
Zone Euro	1.9	1.3	-8.3	5.2
Japon	0.3	0.7	-5.3	2.3
UK	1.3	1.5	-9.8	5.9
Canada	2	1.7	-7.1	5.2
Autres pays avancés	2.7	1.7	-3.8	3.6
Les pays avancés	2.2	1.7	-5.8	3.9

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Octobre 2020

Pays émergents et en développement

Les prévisions mises à jour en octobre indiquent que les économies de ce groupe se contracteront à un taux de 3,3%, mais connaîtront une croissance vigoureuse de 6% en 2021, portée par l'amélioration de l'économie chinoise, qui retrouvera son état normal plus rapidement que prévu.

Tableau 2 : Evolution de la croissance économique dans certains pays émergents et en développement

	2018	2019	2020	2021
Chine	6.7	6.1	1.9	8.2
Inde	6.1	4.2	-10.3	8.8
Groupe ASEAN	5.3	4.9	-3.4	6.2
Russie	2.5	1.3	-4.1	2.8
Brésil	1.3	1.1	-5.8	2.8
Arabie saoudite	2.4	0.3	-5.4	3.1
Pays émergents et en développement	4.5	3.7	-3.3	6

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Octobre 2020

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Au niveau de la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan, le PIB devrait enregistrer une baisse de 4,1% en 2020 sous l'influence de la faiblesse des flux touristiques, des envois de fonds des expatriés et de la réduction des vols internationaux.

Cependant, cet effet n'est pas symétrique, car il diffère des pays exportateurs et importateurs de pétrole. Dans le premier groupe, le PIB pétrolier devrait diminuer de 7,7% en raison du ralentissement de la demande extérieure et intérieure de pétrole en plus des sanctions américaines imposées aux exportations iraniennes, et le PIB non pétrolier devrait baisser de

5,8% en 2020 sous l'influence de la baisse de la demande de services. Quant aux pays importateurs de pétrole, ils devraient connaître une contraction de 1% en raison des perturbations du commerce, du tourisme et des transferts de l'étranger.

Tableau 3 : Evolution de la croissance économique dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan 2018-2021.

	2018	2019	2020	2021
Pays exportateurs de pétrole	0.4	0.3-	-6.6	3.4
Pays importateurs de pétrole	4.1	2.8	-1	2.2
MENA	1.2	0.8	-5	3.2
Monde arabe	2.4	2	-5	3.2
Conseil de coopération du Golfe	1.9	0.7	-6	2.3

Source: FMI, Perspectives de l'économie régionale, moyen orient et Asie, Octobre 2020

Afrique subsaharienne

Le rapport sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne d'octobre 2020 montre que cette région devrait connaître une contraction sans précédent avec une baisse de 3% de l'activité économique, en raison des effets directs et indirects de la pandémie de Covid-19.

Quant à l'année 2021, elle réalisera, avec difficulté, une reprise de 3,1% sous l'impact d'une amélioration des exportations et des prix des matières premières et d'une reprise de la consommation et de l'investissement.

Ces perspectives restent tributaire à l'évolution de la pandémie et à l'efficacité des systèmes de santé.

Tableau 4: Evolution de la croissance économique dans certains pays de l'Afrique subsaharienne 2018-2021

	2018	2019	2020	2021
Afrique du sud	0.8	0.2	-8	3
Nigeria	1.9	2.2	-4.3	1.7
Burkina Faso	6.8	5.7	-2	3.9
Cote d'Ivoire	6.8	6.5	1.8	6.2
Mali	5.2	5.1	-2	4
Niger	7.2	5.9	0.5	6.9
Sénégal	6.4	5.3	-0.7	5.2
Tchad	2.3	3	-0.7	6.1

Source: FMI, Perspectives de l'économie régionale, Afrique subsaharienne, Octobre 2020

1.2. Commerce international

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) prévoit une baisse du volume du commerce international de marchandises de 9,2% en 2020, ce qui est considéré comme une amélioration par rapport aux attentes d'avril de -12,9%. Cependant, cette baisse sera suivie d'une reprise vigoureuse en 2021, de 7,2%.

Par rapport aux groupes économiques, la plus forte baisse des exportations comme des importations sera enregistrée au niveau des pays développés (-11,6% et -11,5%, respectivement) en 2020, tandis que la croissance la plus rapide sera enregistrée au niveau des pays émergents et en développement en 2021 (11% et 9,5% respectivement).

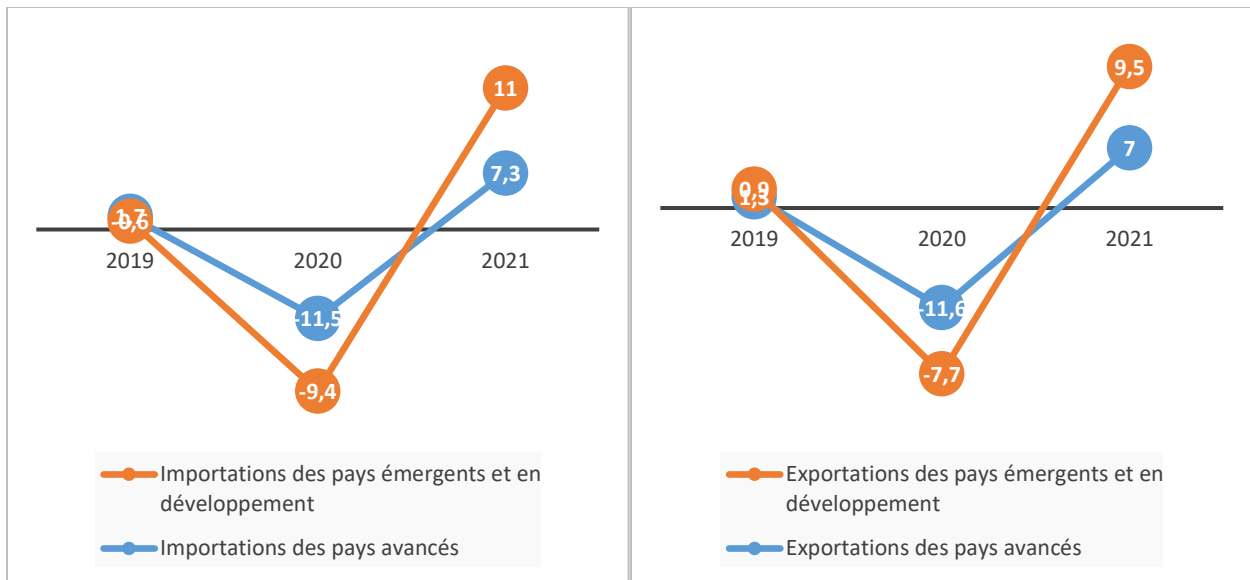


Fig.: Evolution des exportations et des importations des pays avancés et en développement

L'évolution des prix des matières premières montre également une baisse significative des prix du pétrole qui a commencé avant la pandémie et s'est encore aggravée après celle-ci, atteignant -32,1% cette année. Quant à l'année 2021, les prix du pétrole connaîtront une amélioration significative allant jusqu'à 12%, contrairement aux autres matières premières, qui devraient reculer légèrement de 0,5 point par rapport à l'année en cours.

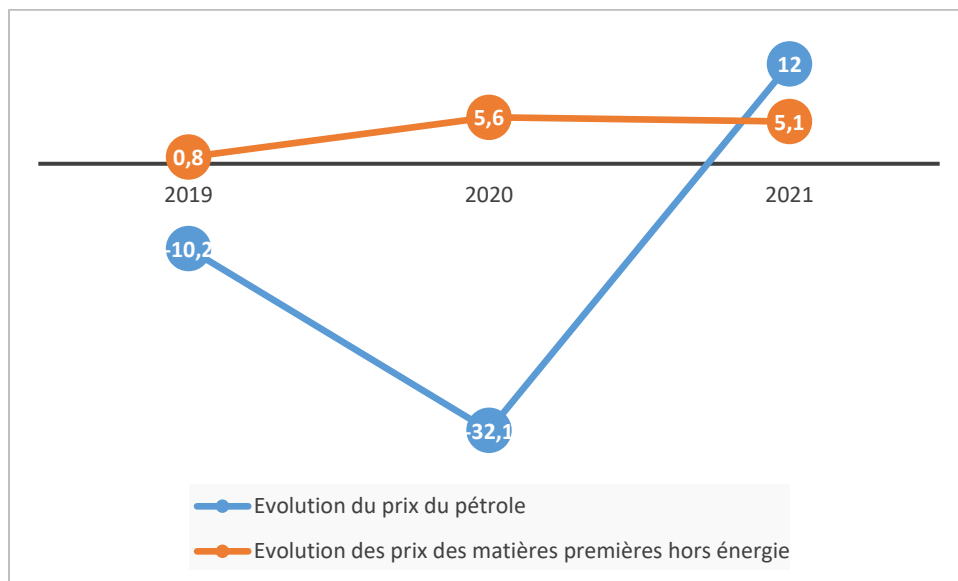


Figure 4: Evolution des prix des matières premières

1.3. Investissements directs étrangers

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2020 de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), les flux mondiaux d'investissements directs étrangers devraient diminuer de 40% en 2020, par rapport à leur valeur, qui a atteint 1,540 milliard de dollars en 2019, ce qui signifie que l'investissement direct étranger tombera à moins d'un milliards de dollars pour la première fois depuis 2005.

En outre, selon le même rapport, les investissements directs étrangers continueront de baisser de 5% à 10% supplémentaires en 2021 avant de commencer à se redresser en 2022.

Deuxième partie : Situation économique nationale

"Les autorités ont rapidement réagi au choc en prenant des mesures pour endiguer la pandémie et atténuer ses répercussions économiques. Leurs priorités consistent à assurer les dépenses de santé et à fournir une aide ciblée aux ménages et aux secteurs économiques les plus vulnérables."

FMI, 02/09/2020

Cette partie du rapport montre l'évolution des principales variables macroéconomiques entre 2019 et 2020. Elle porte spécifiquement sur la croissance économique, la structure sectorielle du PIB, la situation extérieure, le solde budgétaire, la situation monétaire, les prix et la dette publique.

1.1. Produit intérieur brut

La dernière révision des prévisions (septembre 2020) montrent que la croissance du PIB devrait atteindre son plus bas niveau depuis plusieurs années en raison des effets directs et indirects de la pandémie sans précédent de Covid-19. Par conséquent, la croissance devrait passer de 5,9% en 2019 à -3,2% en 2020.

En effet, les politiques économiques et sociales qui ont été appliquées ont permis, malgré la détérioration de la conjoncture, de contenir la propagation du virus et de limiter ses effets économiques négatifs susceptibles de s'aggraver.

Sous l'influence de ces politiques, qui seront renforcées avec la nouvelle loi de finances, l'économie nationale devrait réaliser une reprise de 2% en 2021. Ces prévisions restent tributaires de l'évolution de l'économie mondiale.

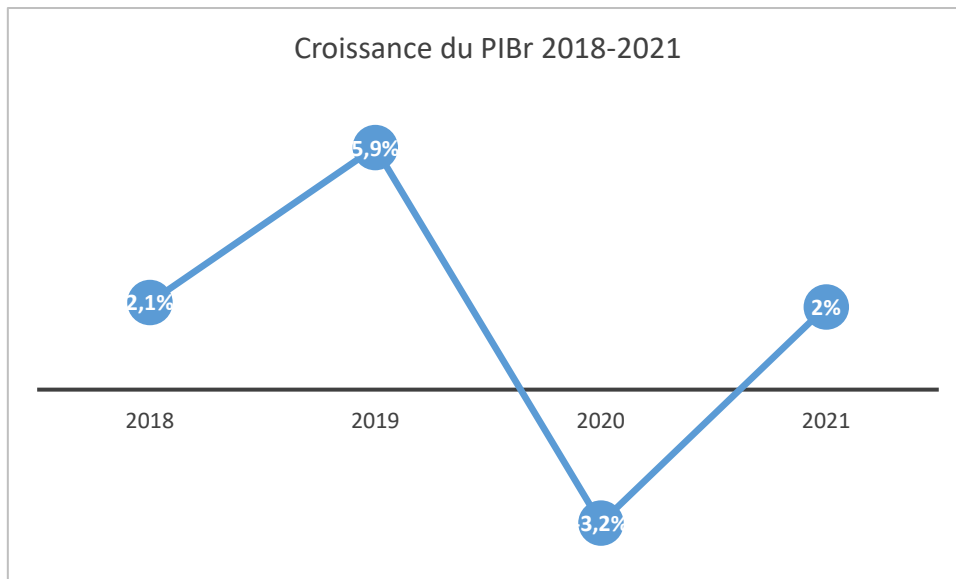


Figure 5: Croissance du PIB réel 2018-2021

Au niveau sectoriel, les données indiquent que la contraction de l'activité économique est générale et affecte les différents secteurs de l'économie nationale. Le secteur primaire devrait baisser de 6,9%, le secteur secondaire de 2,2% et le secteur tertiaire de 2,4%. Quant à la reprise prévue en 2021, elle sera portée par le secteur des industries extractives, qui enregistrera une croissance de 2,7%, suivi par le secteur des services à un taux de 0,9%.

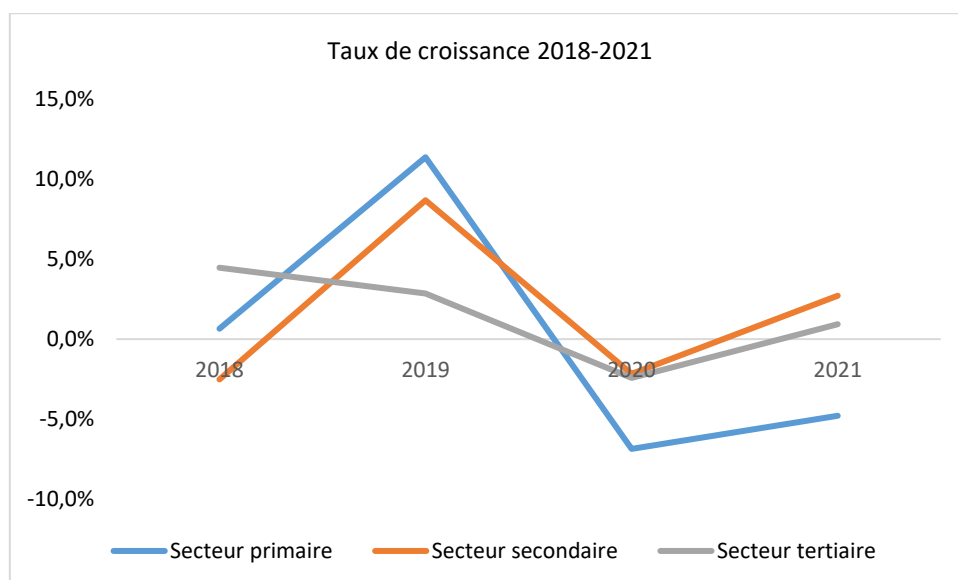


Figure 6 : Croissance sectorielle 2018-2021

En général, la structure sectorielle (marchande) de l'économie nationale reste à son niveau enregistré en 2019. Le secteur des services continue à contribuer en premier lieu à la formation du produit intérieur brut.

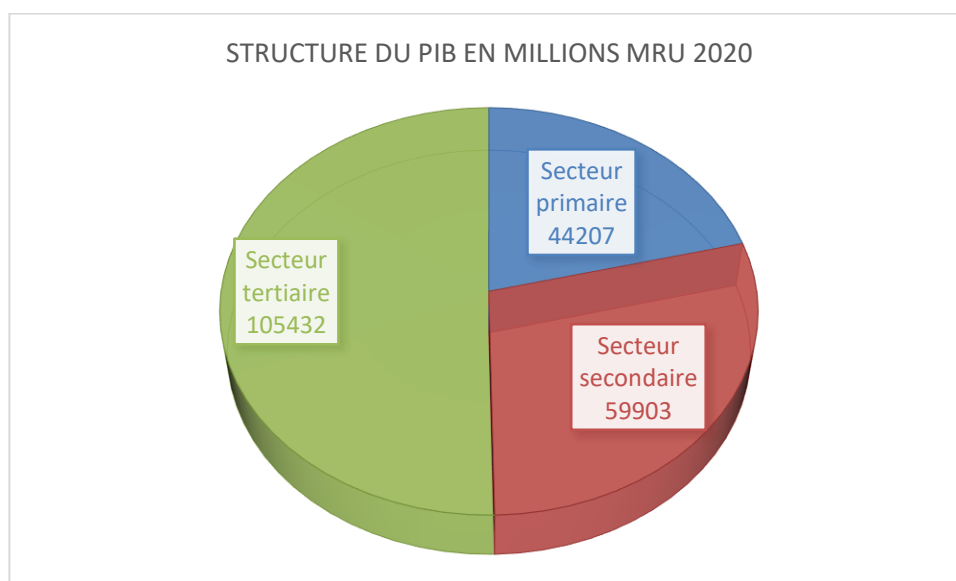


Figure : Structure du PIB en millions MRU 2020

2.2. Secteur extérieur

Les données de la balance des paiements indiquent une exacerbation du déficit chronique de la balance courante en raison de la pandémie.

Le déficit devrait passer de 805 millions de dollars (277 millions de dollars hors importations financées par l'investissement étranger) en 2019 à 1285 millions de dollars (908 millions de dollars) en 2020, avant de s'améliorer en 2021 sous l'influence de l'évolution de la balance commerciale.

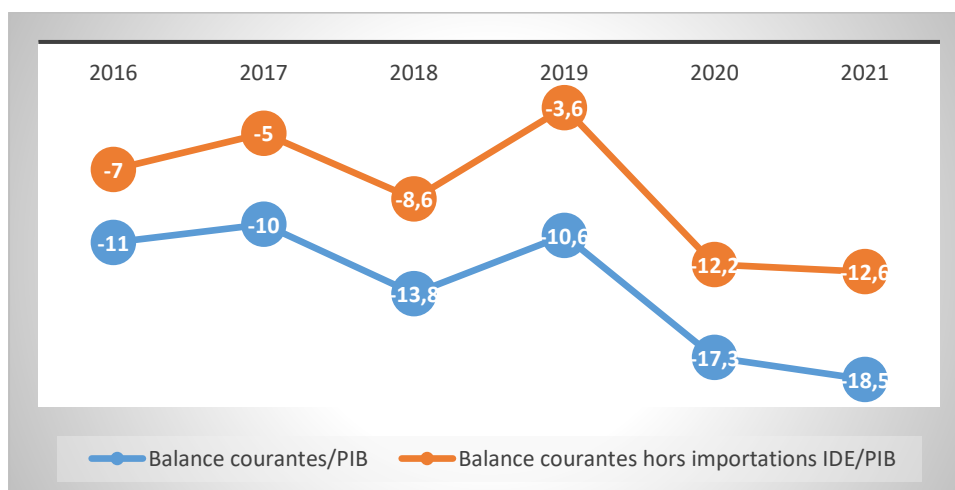


Figure8 : Evolution du déficit de la balance courante par rapport au PIB 2016-2021

Au niveau de la balance commerciale, les exportations devraient enregistrer une baisse de 13%, passant de 2318 millions de dollars en 2019 à 2008 millions de dollars en 2020 en raison de la baisse des valeurs des matières premières (fer de 32%, cuivre de 27% et poisson de 23%). On s'attend à ce qu'il enregistre une croissance de 10% en 2021 à mesure que la situation internationale s'améliore.

Tableau 5: Structure des exportations (en millions de dollars)

En millions de Dollars	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fer	418	496	508	831	564	563
Cuivre	138	139	148	145	106	84
Or	289	370	420	596	780	859
Poissons	421	625	750	712	550	652
Total des exportations	1401	1767	1895	2318	2008	2211
Produit Intérieur Brut	6414	6784	7048	7600	7428	7554
Export en % du PIB	22%	26%	27%	31%	27%	%29
% des exportations						
Fer	30%	28%	27%	36%	28%	%25
Cuivre	10%	8%	8%	6%	5%	%4
Or	21%	21%	22%	26%	39%	%39
Poissons	30%	28%	27%	36%	28%	%25

Au niveau des importations, la baisse a été moins prononcée, restant à moins de 5%, en raison de la compensation partielle entre la baisse de la valeur des importations de pétrole et des biens d'équipement d'une part et l'augmentation de la facture alimentaire d'autre part.

Tableau 6: Structure des importations en millions de dollars 2016-2021

En millions de Dollars	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Biens alimentaires	334	391	495	484	580	552
Produits pétroliers	355	445	624	585	416	485
Biens d'équipements	538	523	558	825	651	725
Total des importations	1900	2094	2601	2923	2784	2903
Produit Intérieur Brut	6414	6784	7048	7600	7428	7554
Import en % PIB	30%	31%	37%	38%	37%	38%
% des importations						
Biens alimentaires	18%	19%	19%	17%	21%	19%
Produits pétroliers	19%	21%	24%	20%	15%	17%
Biens d'équipements	28%	25%	21%	28%	23%	25%

Réserves de change

Les réserves de change de la Banque Centrale se maintiendront au niveau enregistré en 2019, équivalent à 1135 millions de dollars, ce qui équivaut à cinq mois d'importations hors produits extractifs.

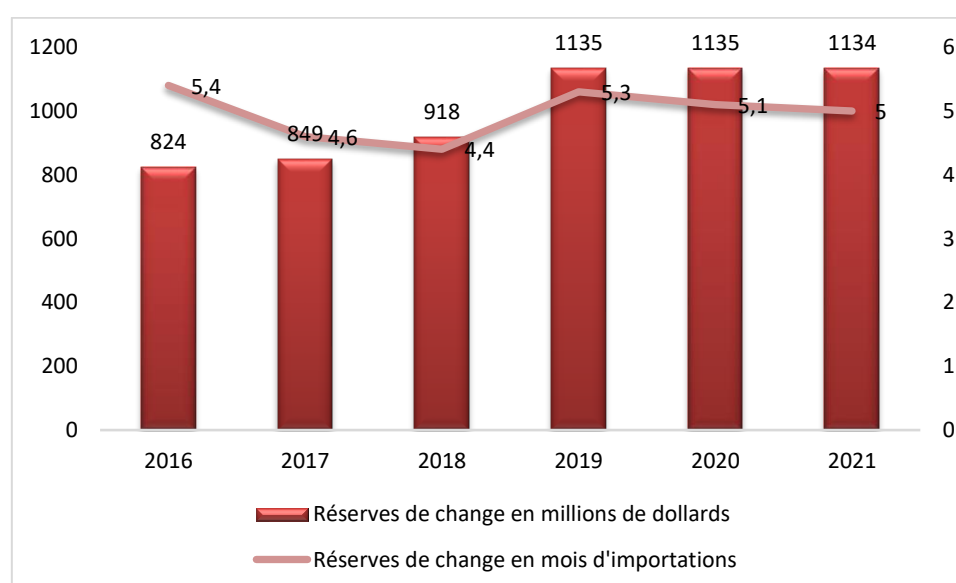


Figure 9: Réserves de change 2016-2021

2.3. Situation monétaire et prix

Situation monétaire

La Banque centrale de Mauritanie poursuit ses politiques visant à contrôler le taux d'inflation, à renforcer la situation extérieure du pays et à contribuer à la réponse à la pandémie de Covid-19, à travers la gestion efficace de la liquidité bancaire et la réduction du taux directeur pour la deuxième fois de 6,5% à 5% en 2020.

La masse monétaire au sens large a connu une augmentation considérable, enregistrant une croissance de 18% en 2019, liée en grande partie à l'augmentation des dépôts à vue(21) .

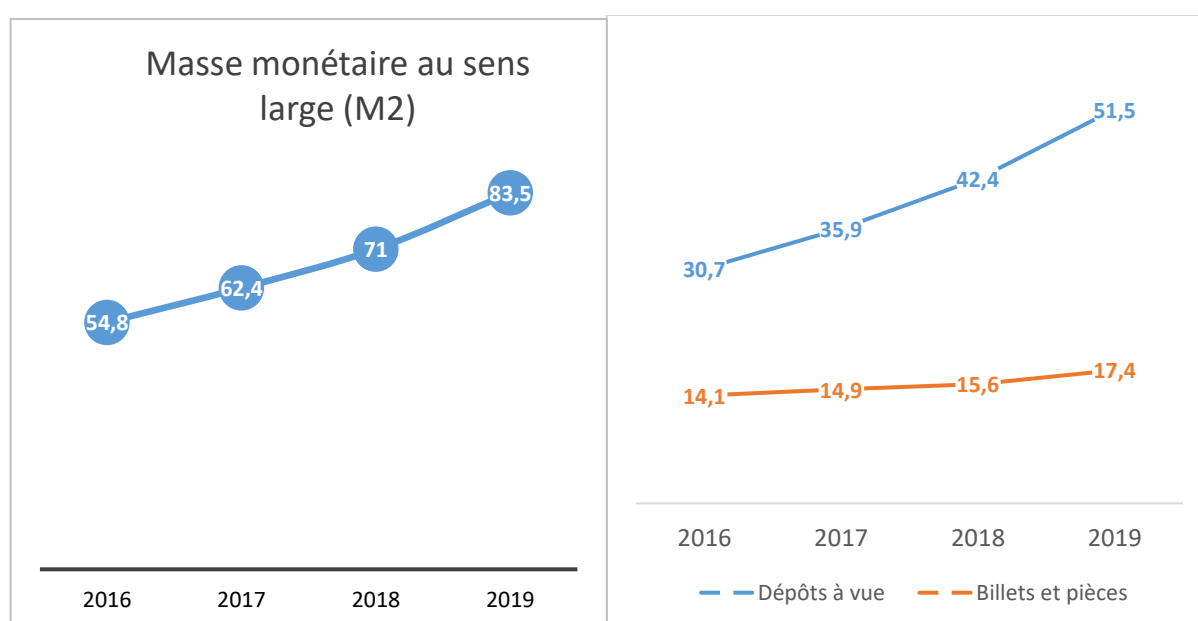


Figure 10: Evolution de la masse monétaire

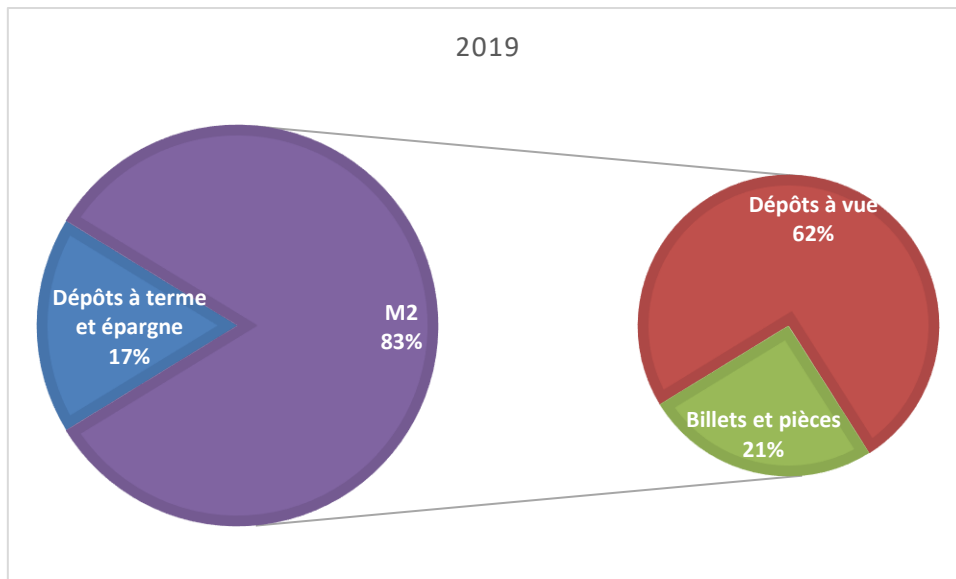


Figure 11: Structure de M2 en 2019

Le rapport de la Banque Centrale de Mauritanie 2019 montre que l'augmentation de la masse monétaire est principalement due à deux facteurs: l'augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 9 milliards MRU suite à l'achat de quantités d'or auprès des orpailleurs, et une amélioration de la position des banques commerciales de 1,2 milliard MRU.

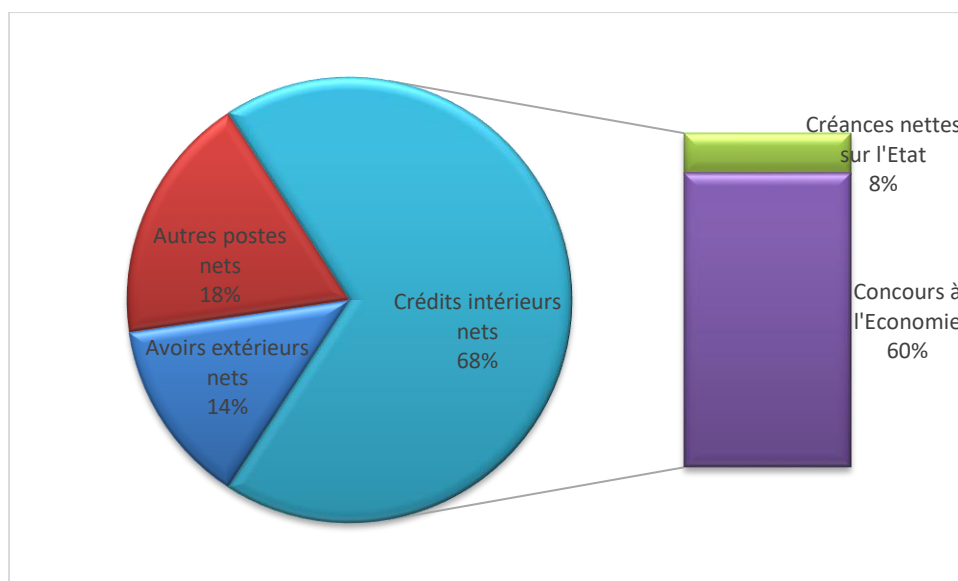


Figure 12 : Contreparties de la monnaie 2019

Prix

L'inflation a reculé en glissement moyen et annuel en 2019 par rapport à son niveau de 2018, en raison de la politique monétaire prudente, des programmes sociaux en faveur des groupes vulnérables et de la stabilité du taux de change. En 2020, elle devrait augmenter de nouveau sous l'impact de la pandémie et de la hausse des prix alimentaires.

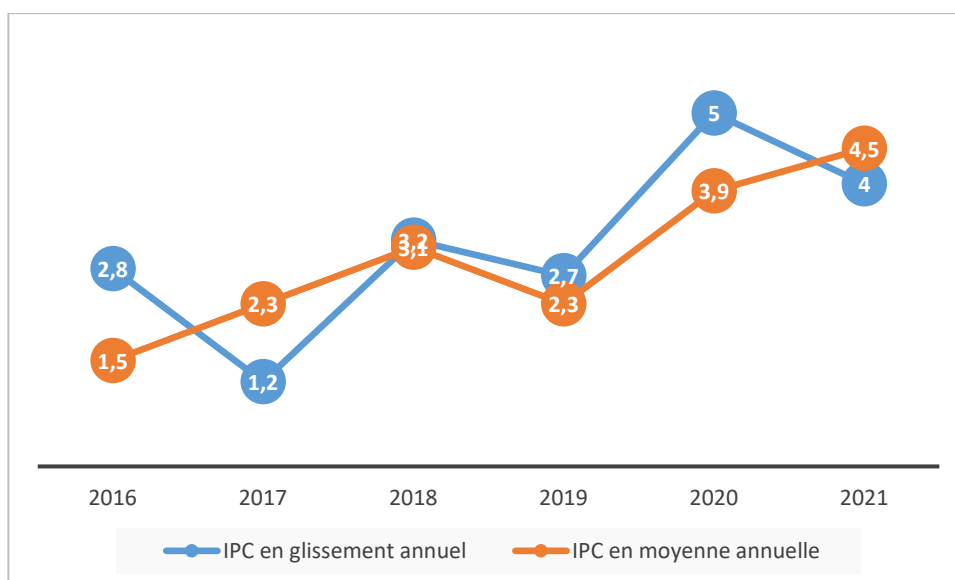


Figure 13 : Evolution du taux d'inflation

2.4. Dette publique

L'encours sans arriérés, de la dette publique au 31 décembre 2019 se chiffre à **3 907,9 Millions USD**. Il est constitué de **3 716,96 millions USD** au titre de la dette libellée en devises, représentant **95.1 %** du total et de **191 millions USD** au titre de la dette libellée en Ouguiya soit **4.9%** du portefeuille de la dette publique.

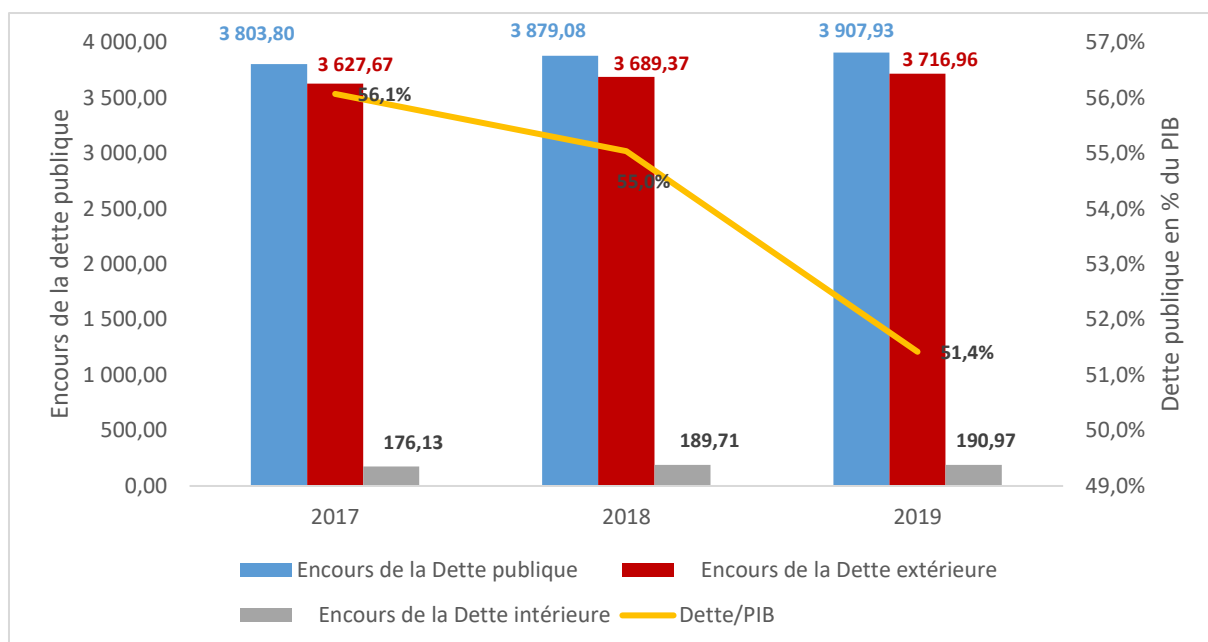


Figure 14 : Evolution de l'encours de la dette en millions de dollars 2017-2019

Ces données montrent une baisse des taux d'endettement, qui sont passés de 56,1% du PIB en 2017 à 55% en 2018, pour atteindre 51,4% en 2019.

Dette extérieure

La dette extérieure peut être scindée en deux catégories :

- ✓ La dette multilatérale s'élève à 2 317,97 millions USD, Le FADES détient à lui seul 47.1% de cette dette ,
- ✓ La dette bilatérale s'élève à 1 399,00 millions USD, l'Arabie saoudite en détient 39.96 %. La Chine vient en deuxième position.

Services de la dette

En 2019, les paiements effectués au titre du service de la dette extérieure se sont élevés à **281,66** millions de USD contre **276,91** millions de USD, en 2018.

Il se répartit comme suit :

- ✓ **212,9** millions de USD en principal et
- ✓ **68,7** millions de USD en Intérêts.

Les paiements du service au titre de la dette multilatérale représentent **58%**.

Troisième partie: Finances publiques

L'année 2020 a été marquée par de fortes pressions et de larges ajustements dus à la pandémie de Covid-19 pour assurer le financement des mesures préventives, prendre en charge les programmes sociaux destinés aux groupes vulnérables, soutenir les secteurs économiques touchés, et mettre en œuvre le programme de relance économique.

Parallèlement, une attention particulière a été accordée à la réforme du système de gestion de finances publiques. Le mouvent des crédits budgétaires a été déconcentré et le pouvoir de l'ordonnancement des comptes d'affectation spéciale a été transféré aux ministères de la tutelle. La réforme du système d'informations financières a également été lancée avec l'utilisation de l'application TAHDHIR pour la préparation du budget et la modernisation de la chaîne de dépenses pour accompagner la nouvelle gestion publique.

Le processus d'élaboration de la loi de finances cette année s'est également enrichi en réalisant une simulation préliminaire du budget- programmes en liant les crédits budgétaires aux activités et programmes qui traduisent les politiques publiques et les articulent avec "Mes engagements" et le programme "Priorités élargies du Président de la République".

3.1. Ressources budgétaires

Au cours des huit premiers mois de 2020, le total des revenus non pétroliers et dons a atteint 38,338 milliards MRU, soit 71% du montant prévu dans la loi de finances rectificative. Hors dons, il a atteint 33,726 milliards MRU, soit un taux d'exécution de 69%.

Recettes fiscales

Au cours des huit premiers mois de 2020, les recettes fiscales se sont élevées à 24,452 milliards MRU, soit 73% des recettes prévues dans la loi de finances rectificative.

Ce résultat représente une baisse de 6% par rapport à la même période de l'année 2019, sous l'effet de la baisse des recettes des taxes sur les biens et services (-15,2%) et des taxes sur le commerce international (-13,2%) en raison de la pandémie. Par contre, les taxes sur les revenus et les profits, qui dépendent des résultats de l'exercice de l'année n-1, ont enregistré une hausse de 6,4%.

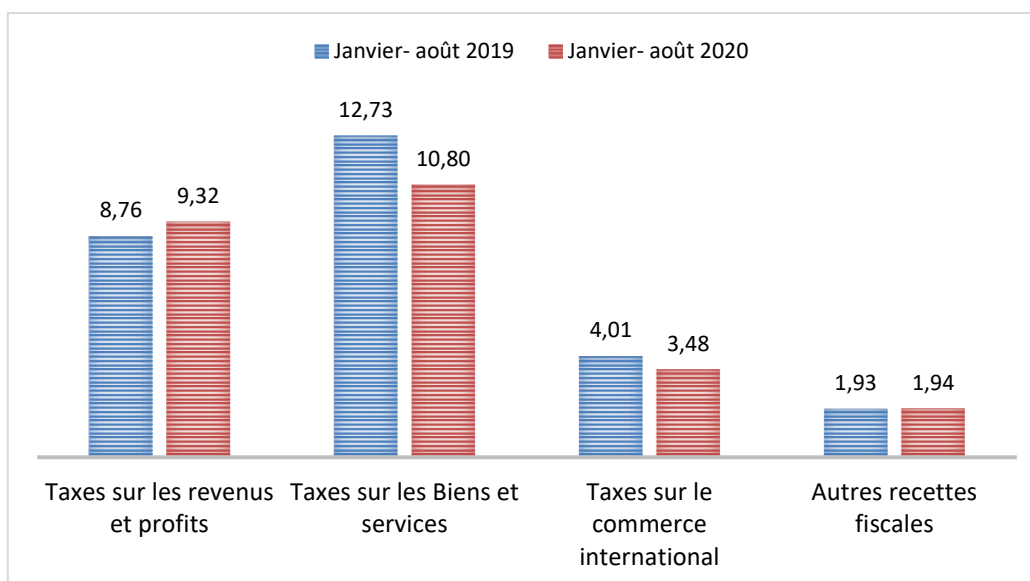


Figure 15 : Evolution des recettes fiscales janvier -août 2019-2020

Recettes non fiscales

Au cours des huit premiers mois de l'année 2020, les recettes non fiscales ont atteint 9,273 milliards MRU, soit 60% du montant prévu dans la loi de finances rectificative de l'année, et 47% en glissement annuel. Cette bonne performance est principalement liée à l'augmentation significative des dividendes des entreprises publiques .

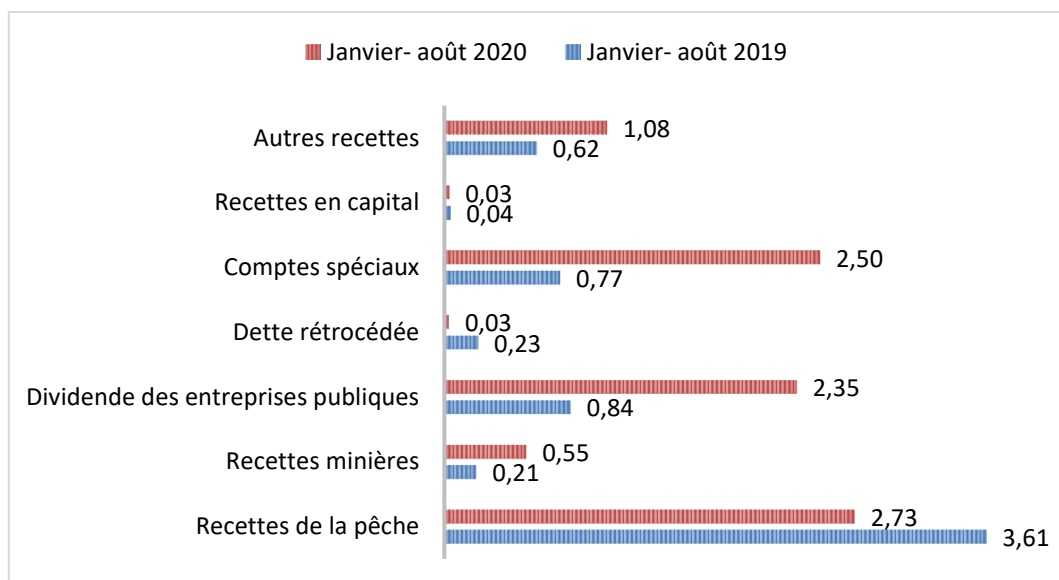


Figure 16 : Evolution des recettes non fiscales janvier -août 2019-2020

Dons

Au cours des huit premiers mois de 2020, le total des dons a atteint 4,612 milliards MRU, soit 96% du montant attendu dans la loi de finances rectificative. Ce résultat représente une augmentation de 40% en glissement annuel.

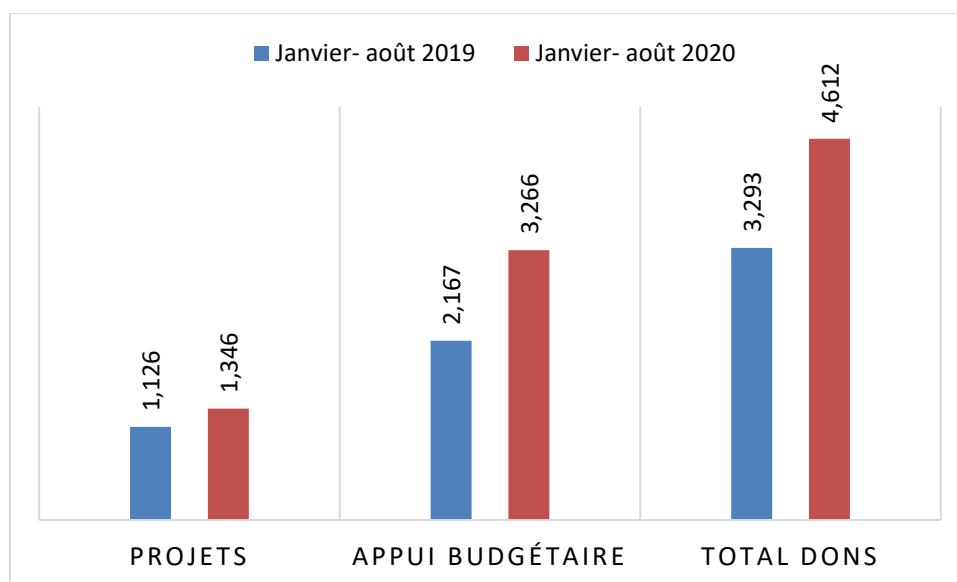


Figure 17 : Evolution des dons Janvier -août 2019-2020

3.2. Dépenses budgétaires

Les dépenses publiques exécutées au 31 août de cette année s'élèvent à 29,235 milliards MRU, y compris les dépenses d'investissement financées par l'extérieur, ce qui représente un taux d'exécution de 42% des dépenses prévues dans la loi de finances rectificative, et une baisse de 7% par rapport à la même période de 2019.

Les données du tableau des opérations financières de l'Etat au cours de cette période montrent que cette baisse concerne principalement les dépenses courantes (-14%). Ce recul peut s'expliquer par les mesures de prévention contre le Coronavirus qui ont reporté de nombreuses activités au cours du premier semestre de l'année (éducation, activités administratives, déplacements,). Quant aux dépenses d'investissement, elles ont réalisé une augmentation de 6% par rapport à la même période de l'année passée.

Dépenses courantes

Selon le type de budget, les dépenses exécutées au 31 août, se répartissent en: 65% des dépenses courantes (budget 1) et 35% des dépenses d'équipement (budget 2) dont 24% sont financés par des ressources propres et 11% par l'étranger.

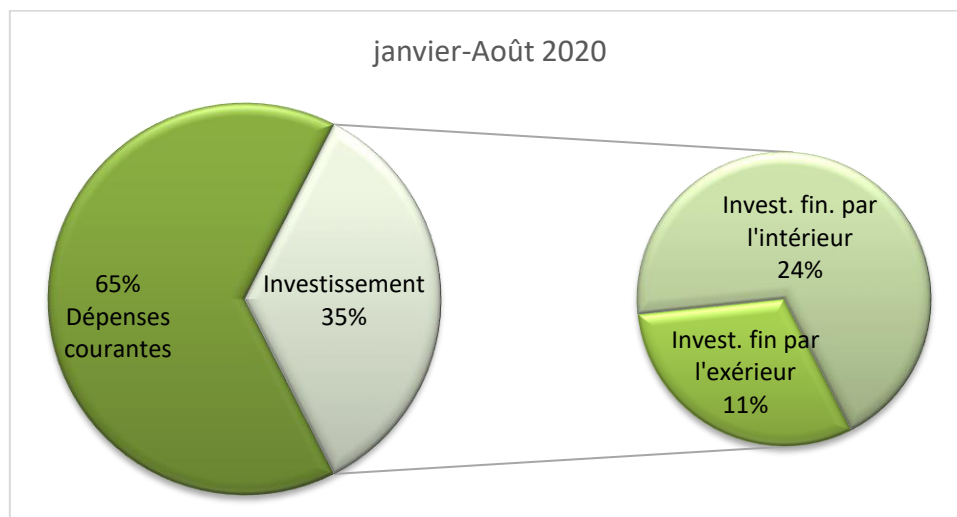


Figure 18 : Répartition des dépenses par nature du budget

Salaires et traitements

Les salaires et traitements exécutés au 31 août de cette année ont atteint 10,283 milliards MRU, soit un taux d'exécution de 61%, ce qui représente une légère baisse (-1%) par rapport à la même période en 2019.

L'évolution dans le temps de cette masse montre son poids croissant dans le budget de l'Etat et dans les recettes fiscales (plus de 45%)

Tableau 7: Évolution des salaires et traitements 2016-2020

	Salaires et traitements	% des Dépenses	% des Dépenses	% du
	(en Milliards)	Courantes	Totales	PIB
2016	12,3	44,6	26,2	5,5
2017	13	42,8	26,3	5,4
2018	14	43,2	27,7	5,6
2019	15,4	47,5	26,8	5,5
2020*	16,74	41,9	27,8	5,9

Biens et services

Les dépenses sur biens et services réalisées au 31 août de cette année s'élèvent à 3,552 milliards, soit un taux d'exécution de 40%, ce qui représente une diminution de 15% par rapport à la même période en 2019. Cette partie est considérée comme la partie la plus flexible du budget par rapport aux autres catégories des dépenses.

Le tableau ci-contre montre sa stabilité relative dans le budget et dans le PIB.

Tableau 8: Evolution des biens et services 2016-2020

	Biens et Services (en Milliards MRU)	% des Dépenses Courantes	% des Dépenses Totales	% du PIB
2016	5,9	21,4	12,6	2,6
2017	6,4	21,1	13,0	2,6
2018	6,4	19,8	12,6	2,5
2019	6,6	20,4	12,8	2,4
2020*	7,2	18,0	12,0	2,5

Intérêts de la dette

Les intérêts payés au 31 août de cette année s'élèvent à 1,588 milliard MRU, soit un taux d'exécution de 69% par rapport à la loi de finances rectificative. Tous les intérêts sur la dette extérieure prévus ont été payés.

Tableau 9: Évolution des intérêts de la dette 2016-2020

	Intérêts de la dette	% des dépenses courantes	% des dépenses totales	% du PIB
2016	1,7	6,2	3,6	0,8
2017	2,2	7,2	4,5	0,9
2018	3,1	9,6	6,1	1,2
2019	2,6	8,0	5,0	0,9
2020*	3,6	9,0	6,0	1,3

Subventions et transferts

L'exécution des subventions et de transferts au 31 août de cette année s'élève à 2,114 milliards MRU, contre 2,991 milliards au cours de la même période en 2019. Les données montrent une tendance à la baisse de cette catégorie de dépenses, à l'exception de l'année exceptionnelle 2020. Cette évolution est due en partie à la rationalisation des dépenses

publiques et à l'enregistrement des opérations des établissements publics sur le système « RACHAD ».

Tableau 10: Évolution des subventions et Transferts 2016-2020

	Subventions et Transferts	% des dépenses courantes	% des dépenses totales	% du PIB
2016	5,6	20,3	11,9	2,5
2017	5,5	18,1	11,1	2,3
2018	6	18,5	11,9	2,4
2019	4,8	14,8	9,3	1,7
2020*	10,2	25,5	16,9	3,6

Equipements et prêts nets

L'investissement public réalisé au 31 août de cette année s'élève à 9,987 milliards MRU, ce qui représente 40% des prévisions en fin d'année. Les données indiquent également que le taux d'exécution des investissements financés par l'étranger a atteint 47% et que les investissements financés sur le budget ont atteint 38%.

Tableau 11: Évolution des dépenses d'investissement 2016-2020

	Investissements	% des dépenses totales	En % du PIB
2016	19,4	41,3	8,6
2017	18,9	38,3	7,8
2018	18,1	35,8	7,2
2019	19,7	38,2	7,1
2020	20,3	33,7	7,1

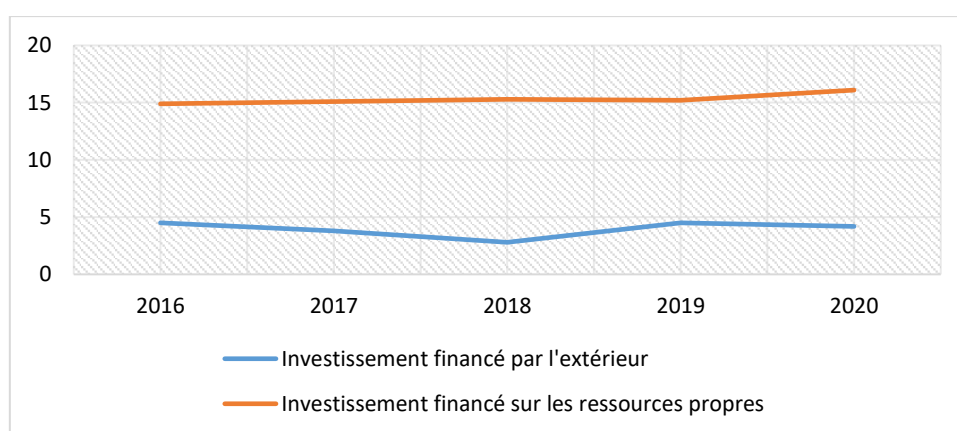


Figure 19 : Evolution des investissements publics 2016-2020

Quatrième partie: Perspectives économiques et financières pour 2021

Cette partie du REF présentera les objectifs macro-économiques et financiers et les principales orientations de la politique budgétaire ainsi que l'évolution des grandes masses de recettes et de dépenses du Projet de loi de finances initiale pour l'année 2021

4.1. Objectifs macroéconomiques et financiers 2021

La justice sociale occupe une place de choix dans le Projet de Loi de Finances de l'année 2021, pour la deuxième année du quinquennat, suivie par la promotion des secteurs productifs.

Ces priorités qui s'inscrivent dans le programme "Mes engagements" visent à consolider les acquis et renforcer les efforts louables déployés pour juguler la propagation du Covid-19 et booster la croissance économique.

Ce projet vise à :

- ✓ réaliser l'inclusion économique,
- ✓ améliorer les conditions de vie,
- ✓ soutenir le pouvoir d'achat des groupes vulnérables,
- ✓ investir dans le capital humain, et
- ✓ promouvoir les filets de sécurité sociale et assurer la sécurité alimentaire

Au niveau financier, le projet a été élaboré à partir des prévisions favorables de l'évolution de la situation économique en 2021 basées sur :

- une croissance économique de 2% (contre une contraction de 3.2% en 2020),
- une maîtrise du taux d'inflation à 4%,
- un déficit de la balance courante de 11.6% du PIB hors importations des biens d'équipement financés par les IDE, et
- Un solde budgétaire de -2% du PIB.

2.4. Evolution des grandes masses du projet de budget 2021

70 000 000 000,00

LF 2021

Le présent projet de loi de finances s'équilibre en recettes et en dépenses à 70 milliards MRU, soit une légère baisse de 0.04% par rapport à la LFR 2020, et une hausse de 16.4% par rapport à la loi de l'année (LF 2020).

Il représente 27,7% du PIB hors industries extractives et 23,1% du PIB total.

Ressources budgétaires :

Les ressources budgétaires totales s'élèvent à 63,1 milliards MRU réparties comme suit:

- ✓ Recettes fiscales: 42,1 milliards MRU
- ✓ Recettes non fiscales: 14,73 milliards MRU
- ✓ Revenus en capital: 0,32 milliard MRU
- ✓ Dons: 3,94 milliards MRU
- ✓ Compte d'affectation spéciale: 2 milliards MRU.

Dépenses budgétaires

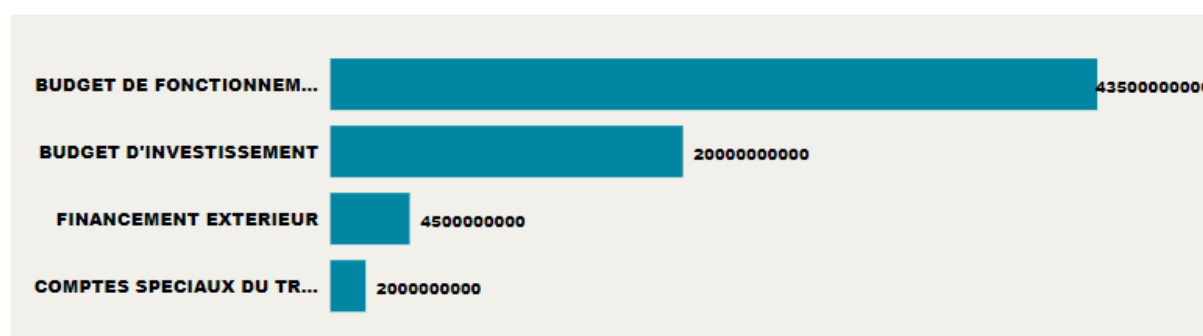


Figure 20: Dépenses budgétaires en 2021

Le budget de fonctionnement hors intérêts s'élève à 40.5 milliards, soit une augmentation de 1.8% par rapport à la loi de finances rectificative et 22.3% par rapport à la loi de l'année.

Les intérêts sur la dette extérieure devraient passer de 1.3 milliards MRU en 2020 à 1.91 milliards MRU en 2021, sous l'effet du moratoire de la dette accordée en 2020 pour atténuer les effets de la pandémie.

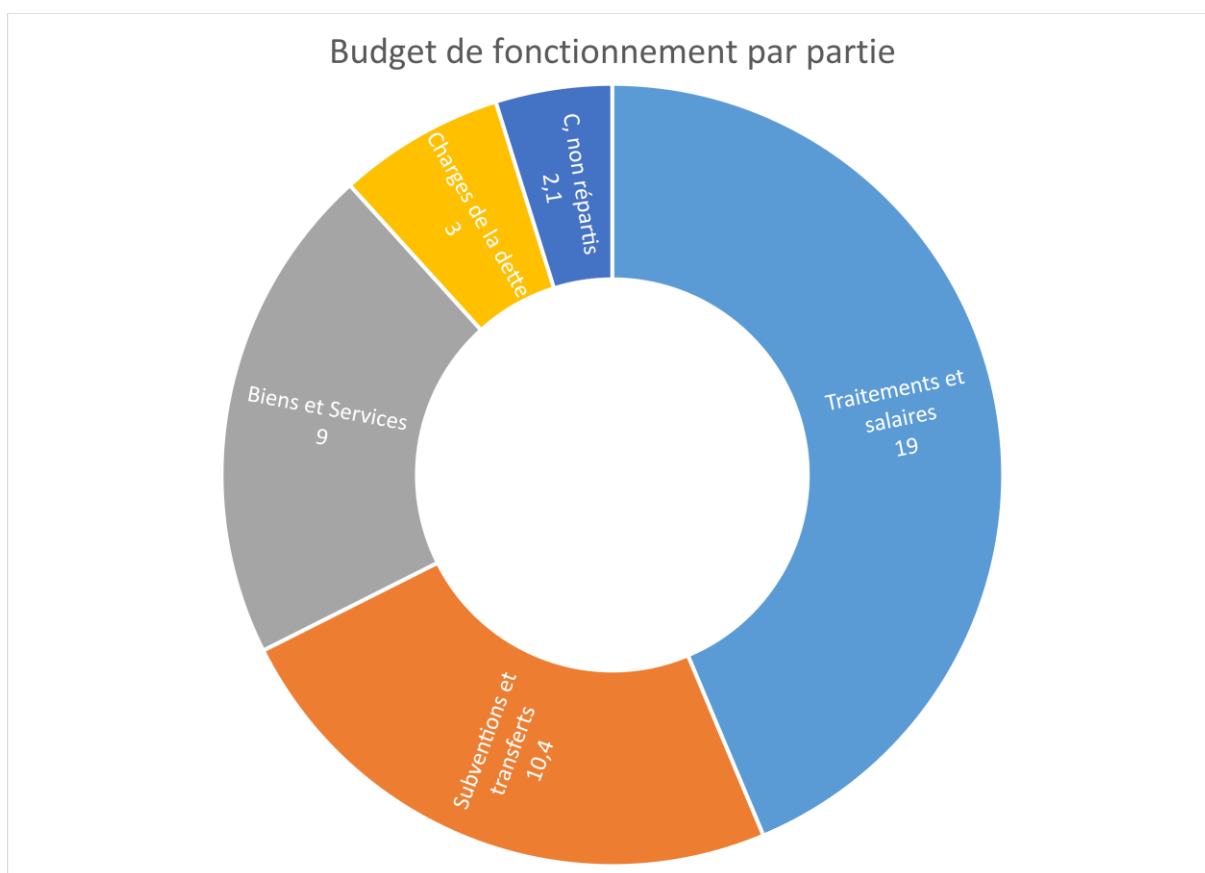


Figure 20 : Budget de fonctionnement par partie

Quant au budget d'investissement, il s'élève à 24,5 milliards MRU, dont 20 milliards financés par les ressources propres de l'Etat et 4,5 milliards MRU financées par l'étranger. Cette partie de l'investissement étranger est limitée aux dépenses financées par des prêts et quasi-prêts et exécutées par l'administration centrale. Quant aux investissements réalisés par les institutions du secteur public, ils figurent dans le budget consolidé d'investissement annexé à la loi de finances.

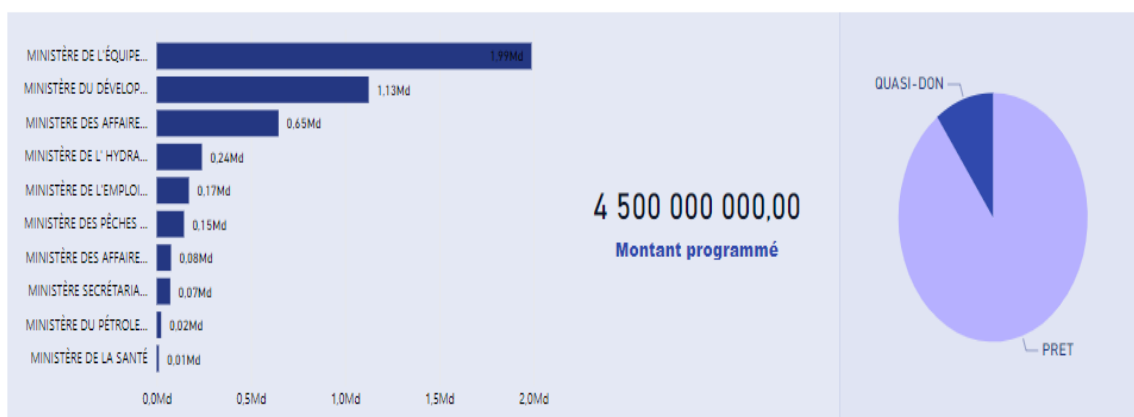


Figure 21: Répartition des investissements financés par l'extérieur

Les projets financés de l'extérieur sont répartis comme suit:

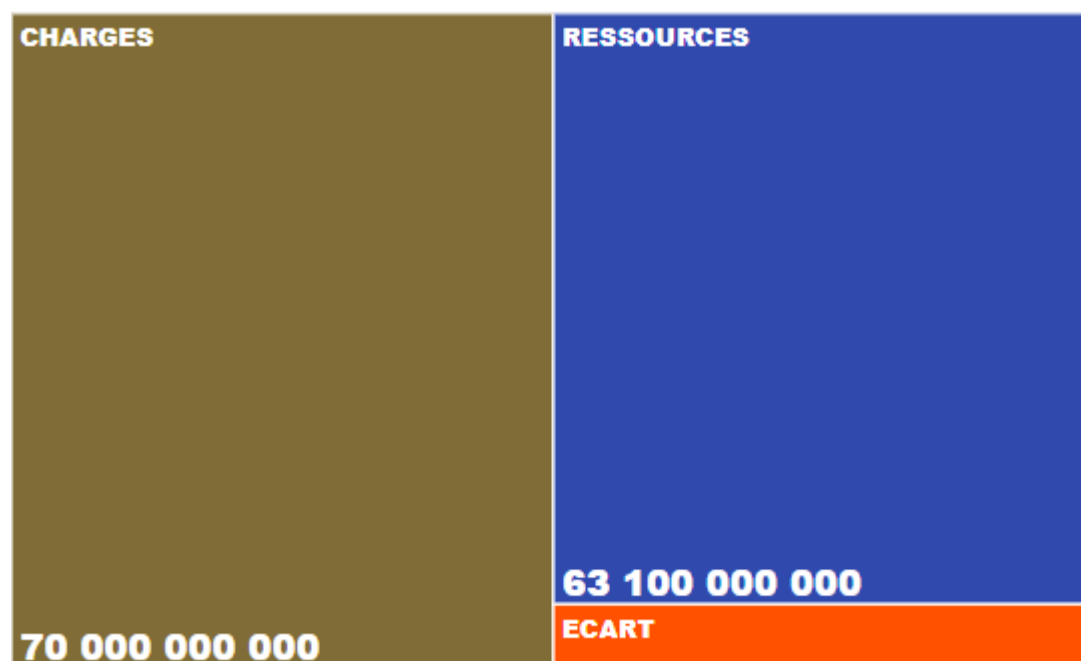
Tableau 11: Répartition des investissements financés par l'extérieur par bailleur

Projet	Bailleur	Montant
Construct Route Tidjikja - Kiffa-Kankossa-selibaby-Kayes	FADES	900000000
Travaux de Construction du tronçon Boutilimitt- Aleg	FADES	444000000
Construction du nouveau campus de l'Université de Nouakchott	FKDEA	240000000
Projet Aftout Echargui	FADES	240000000
Projet d' Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS)	BM-IDA	228000000
Projet d'Aménagement de la cuvette orientale du \r\nLac R'Kiz	FSD	186200000
Construct° Pont sur le fleuve Sénégal à partir de Rosso	BAD-FAD	180000000
Projet AEP et Développement des Oasis dans les zones rurales	FADES	180000000
Projet de promotion et de développement des Oasis	FADES	180000000
Travaux de Construction de la route Néma-Nbeiket Lehwache	FKDEA	180000000
Programme d'appui au Secteur des Micro, Petits et Moyens Projets	Fonds Khalifa Dévelop Entreprises	147010000
Construction d'un Port de Pêche de Nouakchott (Pôle de développement au PK 28)	CHINE	145000000
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	FADES	120000000
Construction de la Route Néma-Bangou-Bassiknou-Fassala	FKDEA	120000000
Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement des Villes Intermédiaires Productives	BM-IDA	114000000
Extension et Réhabilitation du Canal Koundi	FSD	100000000
Programme d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (PATAM)	BID-Vente à terme	96000000
Programme d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (PATAM)	FSN	96000000

Projet d'Appui à la Sécurité et au Développement en Mauritanie	UE	84000000
Dév. Résilience face à la récurrence à l'inséc. Alimentaire (comp 1 et 2 PDRI)	BID-Istisnaa	76000000
Projet Wagf de complexe commercial et bureautique à Nouakchott	BID-Leasing	76000000
Eco-Pôle Halieutique de NDB	BM-IDA	72000000
Programme d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (PATAM)	BAD-FAD	67200000
Programme d'Appui à la Transformation Agricole en Mauritanie (PATAM)	BID	57600000
Tronçon Bénichab-Route Nationale 1 et la route Nationale 4	FSD	45000000
Projet de Gestion Durable des Ressources Naturelles, d'Equipements Communaux et de Structuration des Producteurs Ruraux (PROGRES)	FIDA	38000000
Projet d'appui à la modernisation de l'infrastructure financière (PAMIF)	BAD-FAD	28800000
Projet d'Appui à la Promotion de Micro, Petites et Moyennes Entreprise et à l'Emploi des jeunes(PAMPEJ)	BAD-FAD	24000000
Centrales hybrides éoliennes thermiques sur le littoral	F. ABOU DHABI	23790000
Projet d'Appui au Programme de Santé de la Reproduction au Hodh Echarghi	BID	11400000

Solde budgétaire

Le déficit du solde budgétaire global devrait passer de 15 milliards MRU, soit 5% du PIB en 2020, à 6,9 milliards MRU, ce qui représente 2,28% du PIB en 2021.



Annexes

Annexe 1: Indicateurs macroéconomiques

Années/Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021
					Projeté	Projeté
	<i>Taux de croissance, en pourcentage</i>					
Croissance économique et prix						
PIB réel	1,3	3,5	2,1	5,9	-3,2	2
PIB réel hors industries extractives	1,6	4,7	3,5	3,6	-3,3	2
Déflateur du PIB	11,2	3,7	1,8	4,7	5,5	4,1
Taux d'inflation (IHPC)/Moyenne annuelle	1,5	2,3	3,1	2,3	3,9	4,5
Taux d'inflation (IHPC)/Fin de période	2,8	-3,8	2,8	2,7	4,7	5,0
Compte courant extérieur (en % du PIB)	-11,0	-10	-13,8	-10,6	-17,3	-18,5
Réserves officielles brutes						
En millions- US (fin de période)	824,0	849	918	1 135	1 135	1 134
En mois d'imports de B - Snf	5,4	4,6	4,4	5,3	5,1	5
	<i>En % du PIB hors industries extractives</i>					
Opérations consolidées du Gouvernement						
Recettes et dons	23,1	22,8	25,0	24,3	20,7	22,0
Dépenses et prêts nets	23,5	22,9	22,3	21,8	25,2	23,0
Solde budgétaire global (dons inclus)	-0,4	0,0	2,5	2,1	-3,8	-0,8
Pour mémoire						
PIB nominal (en Milliards MRU)	225,5	241,9	251,5	278,9	284,8	302,4
PIB Nominal hors industries extractives (en Mds UM)	200,0	216,2	227,0	237,0	238,9	252,9
PIB nominal (en Millions \$US)	6414,0	6784,0	7048,0	7600,0	7428,0	7554,0

Annexe 2 : Equilibre budgétaire

LIBELLE	LFR 2020	LFI 2021	Ecart
Total des recettes	51 796 494 500	60 776 711 000	8 980 216 500
Recettes fiscales	33 654 000 000	42 100 000 000	8 446 000 000
Recettes non fiscales	12 329 494 500	14 730 993 000	2 401 498 500
Recettes de la pêche	8 235 494 500	8 438 652 000	203 157 500
Recettes minières	1 485 000 000	1 485 000 000	0
Dividendes et redevances des Epa	2 000 000 000	4 155 911 000	2 155 911 000
Dettes r�troced�e et recouvrements	309 000 000	328 141 000	19 141 000
Recettes en capital	300 000 000	323 289 000	23 289 000
Recettes exceptionnelles	0	0	0
Autres	0	0	0
Dons	4 813 000 000	3 945 718 000	-867 282 000
Projets	413 000 000	0	
Aide budgétaire	4 400 000 000	3 945 718 000	-454 282 000
Recettes pétrolières	1 000 000 000	0	-1 000 000 000
Total des Dépenses	66 796 494 500	68 000 000 000	1 203 505 500
Dépenses courantes	39 792 351 694	40 500 000 000	707 648 306
Salaires et traitements	16 741 741 138	19 000 000 000	2 258 258 862
Biens et services	8 890 416 233	9 000 000 000	109 583 767
Transferts courants	10 160 194 323	10 400 000 000	239 805 677
Intérêts sur la dette publique	2 300 000 000	3 000 000 000	700 000 000
Extérieurs	1 300 000 000	1 910 000 000	610 000 000
Intérieurs	1 000 000 000	1 090 000 000	90 000 000
Réserves communes	4 000 000 000	2 100 000 000	-1 900 000 000
Dépenses d'équipement et prêts nets	24 704 142 806	24 500 000 000	-204 142 806
Investissement financés par extérieur	6 542 494 500	4 500 000 000	-2 042 494 500
Investissement financés par intérieur	18 161 648 306	20 000 000 000	1 838 351 694
Comptes spéciaux	3 229 000 000	2 000 000 000	-1 229 000 000
Total Général des Charges	70 025 494 500	70 000 000 000	-25 494 500
Total Général des Ressources	55 025 494 500	63 100 000 000	8 074 505 500
Excédents / Besoins de financement (+,-)	-15 000 000 000	-6 900 000 000	

Annexes 3 : Dépenses budgétaires

NATURE DES DEPENSES	LFR 2020	LF 2021	VARIATION	
			Montant UM	En %
<u>Dépenses de fonctionnement (hors intérêts de la dette)</u>	<u>39 792 351 694</u>	<u>40 500 000 000</u>	<u>707 648 306</u>	<u>1,78</u>
--- Traitements et salaires	16 741 741 138	19 000 000 000	2 258 258 862	13,49
--- Dépenses sur biens et services	8 890 416 233	9 000 000 000	109 583 767	1,23
--- Subventions et transferts	10 160 194 323	10 400 000 000	239 805 677	2,36
--- Charges non-ventilées	4 000 000 000	2 100 000 000	-1 900 000 000	-47,50
			<u>0</u>	
<u>Intérêts de la dette</u>	<u>2 300 000 000</u>	<u>3 000 000 000</u>	<u>700 000 000</u>	<u>30,43</u>
--- Dette extérieure	1 300 000 000	1 910 000 000	610 000 000	46,92
--- Dette intérieure	1 000 000 000	1 090 000 000	90 000 000	9,00
			0	
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	42 092 351 694	43 500 000 000	<u>1 407 648 306</u>	<u>3,34</u>
			0	
DEPENSES EN CAPITAL	24 704 142 806	24 500 000 000	<u>-204 142 806</u>	<u>-0,83</u>
			<u>0</u>	
<u>Dépenses d'Investissement</u>	<u>24 704 142 806</u>	<u>24 500 000 000</u>	<u>-204 142 806</u>	<u>-0,83</u>
--- Autofinancement	18 161 648 306	20 000 000 000	1 838 351 694	10,12
--- Financement Ext	6 542 494 500	4 500 000 000	-2 042 494 500	-31,22
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PARTICIPAT°, AVANCES ET PRETS NETS	3 229 000 000	2 000 000 000	<u>-1 229 000 000</u>	<u>-38,06</u>
--- Prises de participations			0	
--- Avances et prêts nets			0	
--- Comptes d'affectation spéciale	3 229 000 000	2 000 000 000	-1 229 000 000	-38,06
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	70 025 494 500	70 000 000 000	<u>-25 494 500</u>	<u>-0,04</u>

Annexes 4 : Ressources budgétaires

RESSOURCES	LFR 2020	PLF 2021	VARIATION	
			UM	%
--- Recettes fiscales	33 654 000 000	42 100 000 000	8 446 000 000	25,10
--- Recettes non fiscales	12 029 494 500	14 730 993 000	2 701 498 500	22,46
--- Recettes en capital	300 000 000	323 289 000	23 289 000	7,76
--- Recettes des hydrocarbures	1 000 000 000	0	-1 000 000 000	-
--- Appuis budgétaires	4 813 000 000	3 945 718 000	-867 282 000	-18,02
--- Remboursement prêts et avances				
--- Comptes d'affectation spéciale	3 229 000 000	2 000 000 000	-1 229 000 000	-38,06
--- Recettes exceptionnelles				
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	55 025 494 500	63 100 000 000	8 074 505 500	14,67
--- Excédent (+)/Déficit (-) budgétaire	-15 000 000 000	-6 900 000 000	8 100 000 000	-54,00
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	70 025 494 500	70 000 000 000	-25 494 500	-0,04